



EN AVRIL, NE TE DEMOBILISE PAS D'UN FIL !!

Après les fortes mobilisations du mois de mars, avec notamment la grève et la manifestation du 14 mars à Tourcoing, la manifestation nationale à Paris le 28 mars, les actions doivent s'amplifier sur tout le territoire, dans tous les centres des Finances Publiques.

Pour rappel, le Ministre et le Directeur Général engagent une refonte sans précédent des missions et du maillage territorial de la DGFIP. Il ne s'agit plus d'adapter les structures et le réseau mais d'un **véritable déménagement du territoire**. Tous les personnels seront directement ou indirectement concernés à un moment ou à un autre. **Nous pouvons** si nous le décidons vraiment et si nous nous y mettons tous **arrêter cette liquidation méthodique de la DGFIP** et c'est **maintenant** que nous devons le faire.

La création d'agences comptables, la constitution de services départementaux (SPF, SIE, la disparition programmée des SIP...), l'accueil itinérant ou ponctuel dans les maisons de service au public, le transfert du plan cadastral à l'IGN et les conséquences de la géographie revisitée qui aboutiront fatalement à de la mobilité forcée. Pour celles et ceux dont la mission aura été transférée, le risque de rejoindre la fonction publique territoriale ou d'autres entités, de droit public ou privé est réel.

Maintenant, il faut dire **STOP**

- aux **réductions des moyens budgétaires** dont les projets actuels ne peuvent qu'aggraver les conséquences : pression sur le pouvoir d'achat et sur le déroulé de carrière, suppressions d'emplois (près d'un tiers des emplois de la DGFIP seraient supprimés) ...
- aux **suppressions d'implantations locales à la DGFIP** (SIP, SIE et Trésoreries) pour les remplacer par des maisons de service au public pluridisciplinaires et des accueils ponctuels, soit un service public « low cost » qui, après avoir liquidé le secteur public local, ne nous laissera **même plus l'impôt sur les os**.

Le **projet de Loi Fonction publique** rendra possible toutes ces entorses aux garanties statutaires.

En effet, s'il aboutit, les fonctionnaires seraient contraints au **changement de poste, de résidence, d'administration voire de statut**. Les instances de dialogue social seraient affaiblies avec la **suppression de certaines CAP** notamment de mutations. A titre d'exemple, un **détachement d'office** pour suivre une mission externalisée serait possible sans contrôle de la CAP.

Parallèlement, le Directeur général est en train de négocier un **contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens** avec la Direction du Budget. Passé ce délai, les suppressions d'emplois seront entérinées sur plusieurs années.

C'est donc maintenant qu'il faut agir pour donner un coup d'arrêt à ces projets.



C'est pourquoi l'intersyndicale DRFIP Nord appelle à une grande mobilisation à compter du 4 avril, tous les jours, sur ou un plusieurs sites, selon un premier calendrier, **débrayons** une heure de 8h30 à 9h30 (horaires minimums ou dépointage une heure), **rassemblons-nous** devant le site pour manifester notre colère et informer le public.

AVRIL

| | |
|-------------|-------------------------------------|
| Jeudi 4 | Lille- KENNEDY |
| Vendredi 5 | Lille – Cité administrative |
| Lundi 8 | Douai et Cuincy |
| Mardi 9 | Roubaix CFP et Lannoy |
| Mercredi 10 | Lille - Fives |
| Jeudi 11 | Hazebrouck et Bailleul |
| Vendredi 12 | Seclin |
| Lundi 15 | Paierie régionale et départementale |
| Mardi 16 | Lille Municipale |
| Mercredi 17 | Villeneuve d'Ascq |
| Jeudi 18 | Lille CPS |
| Vendredi 19 | Tourcoing CHR |
| Mardi 23 | Lomme |
| Mercredi 24 | Armentières |

ENSEMBLE
ON PEUT ENCORE TOUT ARRÊTER

